

CONDITIONS DE VIE AU TRAVAIL : AUX ACTES !

La Direction générale a été contrainte d'ouvrir le dossier conditions de vie au travail il y a maintenant deux ans.

Pressée par l'environnement extérieur et les drames du travail qui se sont succédés, entre autres, elle a dû se résigner à un aveu de taille : le mal être, la souffrance au travail, ça existe à la DGFIP. Et ce n'est pas l'apanage de quelques individus fragilisés.

Tentée un moment par le traitement individuel d'adaptabilité (stages de gestion du stress par exemple), l'administration a du vite remballer ses intentions et admettre l'idée que ce n'est pas à l'homme de s'adapter au travail mais au travail de s'adapter à l'homme.

Très bien ! Mais après deux ans qu'a donc fait la Direction Générale de cet aveu et de cette idée ?

Du travail a certes été produit dans le cadre d'une discussion soutenue avec les syndicats. Mais il ne concerne que la dimension de prévention. Pas neutre, mais sûrement pas à la hauteur des besoins !

Les agents ne voient en effet toujours rien venir qui permette concrètement d'améliorer leurs conditions de vie au travail. Bien au contraire, leur situation va de mal en pis.

La politique dogmatique de suppressions d'emplois se poursuit et se renforce, faire un travail de qualité est devenu une gageure, le pilotage par la performance produit des effets désastreux sur les individus ainsi que sur les relations sociales et hiérarchiques.

Agent ou cadre, personne n'échappe à la chape de plomb ! C'est sans conteste ce qui ressort de la première étape de l'étude commanditée par l'administration au CNAM (conservatoire national des Arts et métiers) et des

expressions des agents dans le cadre de l'expérimentation des espaces de dialogue.

Le dossier est toujours ouvert mais les réponses attendues tardent. Trop ! Beaucoup trop ! Elles ressemblent à des tergiversations de plus en plus insupportables.

Comment changer sans toucher au fond ? Telle est la question qui semble tarauder la Direction générale.

Pour améliorer la vie des agents au travail il n'y a pas d'échappatoire : il faut parler emploi, modes de management, qualité d'accomplissement des missions, droit des agents à intervenir sur l'organisation du travail.

Le dossier est encore ouvert. la CGT Finances Publiques ne laissera pas se refermer le couvercle.

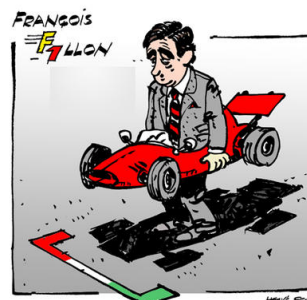
Il est donc impératif d'établir un état des lieux des missions et de leurs nécessaires évolutions et de définir contradictoirement les besoins en emplois pour les accomplir pleinement !

Pour améliorer les conditions de vie au travail, c'est tous ensemble et à partir de chaque service que nous devons porter ces exigences.

Au niveau national comme au niveau local, la CGT poursuivra son intervention avec les agents pour que l'administration fasse droit, par les actes, à l'exigence légitime de bonnes conditions de vie au travail pour un service public de qualité.

SOMMAIRE

- * **Edito : Conditions de vie au travail : Aux Actes**
- * **Visites de postes : Des agents inquiets**
- * **Tout le monde en parle**
- * **Qui a peur des espaces de dialogue social ?**



VISITES DE POSTES : DES AGENTS INQUIETS

Notre section syndicale CGT Finances Publiques du Morbihan, dans le cadre de son activité régulière organise depuis 2 ans des visites de postes.

Ce contact direct avec les collègues des trésoreries est riche d'enseignement. Nous venons de visiter les postes de GOURIN, GUÉMENE, QUESTEMBERT, ALLAIRE, SARZEAU, LA ROCHE, BAUD et PLUVIGNER, depuis début 2011. L'accueil des militants CGT a été à chaque fois excellent. Partout, les agents nous ont exprimé leurs nombreuses inquiétudes.

En premier lieu, ce qui revient systématiquement ce sont **les suppressions d'emplois et l'avenir du réseau**, les collègues sont inquiets quant à la fermeture « programmée » d'Allaire par exemple, elles veulent connaître leurs droits et leurs garanties. En particulier dans un poste, la situation va devenir rapidement ingérable avec un départ en retraite et une mutation d'agent non remplacés. Les agents globalement dénoncent l'ORE (outil de réduction des emplois), une équipe de renfort « surbookée » et une enveloppe d'auxiliaires en baisse.

Beaucoup d'agents sont en souffrance, ils tiennent pour le moment grâce à leur conscience professionnelle mais jusqu'à quand ? Ils craignent pour leur santé. La Direction Générale le sait, mais...

Le sentiment de ne plus y arriver et de faire un travail bâclé est fort. Cela entraîne un profond « ras le bol ». Et les suppressions d'emplois continuent... 13 cette année pour la filière gestion publique.

Les agents dans les postes à effectif réduit ont parfois des difficultés à poser leurs congés. Pour parer aux difficultés, les trésoreries sont **obligées de réduire leurs horaires d'ouverture au public**.

Pour la CGT, c'est un recul du service public, c'est la raison pour laquelle nous votons contre en CTPD. Cette position est comprise par les collègues.

Les dysfonctionnements informatiques agacent beaucoup également.

L'application **GAIA** en raison de sa lourdeur n'est pratiquement pas utilisée. Comme nous l'avions dénoncé au CTPD, la mise en place d'**Agora** est une « cata » dans les petits postes et ailleurs à tel point que certains ont conservé l'ancienne application GTT pour la gestion du temps de travail. Même remarque pour les **frais de déplacement**, la lourdeur d'Agora est dénoncée et notamment par l'équipe de l'EMR où il devient très compliqué de saisir ses frais dans Agora.

Helios (application informatique de gestion comptable et financière des collectivités locales et des établissements publics locaux) : les agents notent quelques améliorations mais il y a toujours un problème de lenteur.

La volonté de la DG de toujours faire passer ses réformes et autres applications informatiques **au forceps contre le bon sens** énervent. La devise semble être : « on fonce et on verra bien ce qui se passe après » sauf que ce sont les agents qui subissent au quotidien tous les désagréments !

Ils subissent également une pression terrible sur les statistiques et notamment la mensualisation. Beaucoup d'appels téléphoniques et beaucoup de réception physique (avec en ces temps de crise, certains contribuables qui peuvent être agressifs) qui ne sont pas comptabilisés dans les charges. Un chef de poste nous disait que dans les petits postes, la population qui est reçue est bien loin de « l'impôts.gouv » et de la dématérialisation, elle se déplace massivement !

La dimension sociale de nos missions, à laquelle sont attachés les agents, est niée par la Direction.

Alors que le GFU (Guichet Fiscal Unique) est de plus en plus mis en avant par le gouvernement (publicité dans les médias),

les agents déplorent le manque de formation et de moyens (présences régulières d'un collègue issu de la filière fiscale) pour renseigner sur la fiscalité. Ce n'est pas une demi journée de formation à ILIAD qui suffira à faire face aux demandes de renseignements des contribuables pendant la campagne IR. La dotation d'une brochure pratique par poste n'exonère pas la direction de formation sur les nouveautés IR.

Des problèmes de **sécurité** ont également été soulevés par rapport aux transports de fonds, la Direction doit apporter des solutions.

Les agents dénoncent également un **manque de reconnaissance** que ce soit en terme de notation ou de rémunération (la pétition intersyndicale nationale sur les salaires a d'ailleurs été massivement signée).

En matière de notation, il n'est pas compris qu'on ne puisse pas donner chaque année à tous les agents d'un poste une variation positive de note alors que tous ont participé aux excellents résultats du poste, cela est la conséquence de la « débilite » du système actuel de notation (le prochain sera pire, malheureusement!).

La question des locaux revient également pour certaines trésoreries comme celle des fournitures (imprimantes, cartouches adaptées...).

Le sentiment d'isolement est également très présent dans certains sites.

Tout au long de l'année 2011, nous allons poursuivre ces visites riches en échange et la CGT portera devant la Direction les revendications de tous nos collègues.

TOUT LE MONDE EN PARLE...

Le rapport du député Gilles Carrez est au coeur des conversations. Faisant étude de la gestion des Finances publiques et des ressources humaines il traite donc largement de la DGFIP.

Et que nous dit-il en matière de conditions de vie au travail ?

« la suppressions annuelle, systématique de 2500 ETPT commence à poser problème » Et encore ...

« Pour le rapporteur spécial, la DGFIP doit se préoccuper des conditions de travail et du climat interne pour éviter un syndrome France Télécom. »

Diable, que voilà notre Direction Générale prévenue !

Encore ne faut il pas prêter à l'honorable parlementaire plus d'inquiétude que ça à l'égard des agents et des missions, lui qui nous dit aussi, juste en amont de l'avertissement précédent et dans la même phrase, qu'il semble que « des gains de productivité soient encore possibles sur des fonctions support, back office ou des niches en procédant à des actions de ré engineering de chaînes métiers éventuellement accompagnées d'évolution réglementaire ».

Devinette : à votre avis quelle partie de phrase va retenir l'attention de la Direction générale ?

Pouvoir d'achat :
de bonnes nouvelles



EN 2011, LE JETON DE CADDIE
RESTERA À 1€ DANS LA
PLUPART DES GRANDES SURFACES



QUI A PEUR DES ESPACES DE DIALOGUE SOCIAL ?

Médecins du travail, chercheurs et syndicalistes sont d'accord : c'est aux salariés de se réappropriier le travail, parce que ce sont eux qui le font, eux qui le vivent et eux qui en souffrent. Pouvoir échanger entre agents sur le travail et les difficultés rencontrées, avoir droit d'expression sur son organisation et sur l'autonomie de chacun, débattre sur les moyens pour faire du bon travail, **tels sont les enjeux de la démocratie au travail.**

C'est sur la base de cette conception que la CGT a porté l'idée d'espaces de dialogue dans les services- un outil au service du dialogue social- au plus proche des agents, avec des comptes rendus qui doivent être examinés en CTP.

6 départements (Vaucluse, Nièvre, Eure, Hérault, Seine St Denis, **Morbihan**) et un bureau de Centrale ont fait l'objet d'une expérimentation (devenu préfiguration) de cette démarche.

Les premiers comptes rendus des espaces de dialogue sont révélateurs du **malaise des agents de tous grades**, des causes de leurs difficultés et de leurs attentes. Les Directions ont, pensons nous, été très « surprises » de leur contenu. **Nous, non !** Cela fait des années que la CGT dénonce le mal-être et la souffrance au travail. Certaines Directions doivent regretter de s'être portées candidate !

Et c'est là que ça commence à se gêter !

Cela fait des mois et des mois qu'à chacune des réunions avec la Direction générale, la CGT Finances Publiques exige que l'administration réponde aux attentes des agents exprimées dans ces espaces.

Des mois et des mois que les réponses sont, pour le moins, en suspens !

Dans certains départements, les Directions ont apporté quelques réponses aux attentes exprimées par les agents : soit c'est le mépris total soit des débuts de réponses (nouvelles organisations du travail, mise en place de réunions professionnelles au sein des services, on lache un peu de lest sur certains indicateurs et objectifs...). **Dans le Morbihan les réponses tardent à venir.** Le prochain CTPD sera l'occasion d'une mise au point.

Au niveau national, la réunion du 1er avril entre les O.S et la Direction Générale sera à ce titre révélatrice de la véritable volonté de la Centrale d'améliorer les conditions de vie au travail des agents.

D'ores et déjà, la généralisation des Espaces est actée. Ces instances deviennent donc un outil institutionnel qui aura pour conséquence un suivi des propositions et des réponses faites. La direction aura obligation de répondre aux observations des agents !

La CGT, consciente de la portée des espaces de dialogue, vous a incité à y participer et à porter votre parole.

Aujourd'hui, la CGT veillera à ce que la DG et la direction du Morbihan vous répondent.

Dans ce cadre, nous porterons au CTP Campagne IR (convoqué avant la campagne à l'initiative de la CGT) une proposition parmi d'autres : que la pression statistique sur la saisie soit relâchée...